Revendiquer et manifester sont des droits !

Nous exigeons des réponses à la hauteur de la mobilisation qui se poursuit dans tout le pays !

Le Gouvernement refuse toujours d'apporter une réponse à la hauteur de la gravité de la situation salariale. Le gouvernement a annoncé recevoir à nouveau les organisations syndicales le 11 décembre.
A l'approche de la fin du débat budgétaire, nos organisations syndicales exigent du Gouvernement des réponses précises à nos revendications :

- **C'est maintenant que nous avons besoin de l'augmentation des salaires pour faire face à la flambée des prix du carburant, de l'énergie et de l'alimentation !**
- **C'est maintenant qu'il faut des moyens pour les services publics !**
- **C'est maintenant qu'il faut plus de justice fiscale (211 milliards d'aides publiques aux entreprises !)**
- **C'est maintenant qu'il faut abroger les jours de carence et maintenir la rémunération à 100 % dans le public et dans le privé : garantir les droits des citoyen-nes et des usager-es à la Sécurité Sociale !**
- **C'est maintenant que les lycéens ont besoin de professeurs et de lycées rénovés, embauche immédiate et massive de personnels !**
- **C'est maintenant qu'il faut abroger Parcoursup et le lycée Blanquer**

Unité pour faire tomber le plan Macron-Lecornu de 54 milliards de coupe budgétaire !

Dans les services, dans les ateliers, dans les écoles, partout nos organisations appellent les salariés du public et du privé à se réunir, à formuler les revendications et à organiser les moyens pour obtenir satisfaction, y compris par la grève !

Rassemblement et Manifestation départementale
Mardi 1er Décembre à 12h00
Préfecture de Chartres